



POLITIQUES

Bitdefender Total Security 2012



Benoist Apparu : «Pourquoi j'ai porté plainte» sur la rumeur du 9-3

RECUEILLI PAR LAURA FERNANDEZ RODRIGUEZ 16 OCTOBRE 2013 À 09:01



Benoist Apparu à l'Assemblée nationale le 10 septembre. (Photo Jacques Demarthon. AFP)

INTERVIEW Le maire adjoint UMP de Châlons-en-Champagne a déposé plainte contre X en septembre pour diffamation, suite à une rumeur l'accusant de faire venir des populations de Seine-Saint-Denis.

La semaine dernière, la députée-maire (PS) de Niort, Geneviève Gaillard, a porté plainte pour endiguer une rumeur selon laquelle sa ville recevrait des subventions pour accueillir des habitants de Seine-Saint-Denis. Selon cette rumeur, la ville aurait signé une convention avec le conseil général de Seine-Saint-Denis pour accueillir des *«personnes de couleur noire, originaires de [ce département] ou d'ailleurs mais, en tout cas, non niortaises»*, écrit l'élue dans sa lettre au parquet, où elle précise que le phénomène *«prend de l'ampleur»*.

Le cas de Niort n'est pas isolé. A Châlons-en-Champagne, le député UMP de la Marne, Benoist Apparu, adjoint au maire et candidat aux municipales, a lui aussi été accusé de faire venir des familles de Seine-Saint-Denis. En septembre, il a décidé de déposer plainte contre X pour diffamation. Interview.

Comment s'est manifestée cette rumeur?

J'en ai pris connaissance il y a environ deux ans et demi. Elle a très fortement enflé au moment des élections législatives, ensuite elle a suivi un chemin plus classique, mais était toujours présente. J'ai décidé de porter plainte pour ce qui me concerne au mois de juillet 2013, et je l'ai déposée en septembre.

J'ai appris il y a quelques semaines que d'autres villes étaient concernées. Xavier Bertrand, député de l'Aisne et maire de Saint-Quentin, m'a ainsi demandé si par hasard, je n'avais pas une rumeur à Chalons selon laquelle je faisais venir des familles de Seine-Saint-Denis. On a discuté et nous nous sommes rendus compte qu'il avait la même rumeur à Saint-Quentin. La rumeur n'est pas concentrée sur un seul territoire ; sont aussi concernés Limoges, Poitiers, Vitry-le-François...

D'où peut-elle sortir?

Il y a très probablement des mouvements de population en France, et un certain nombre d'habitants d'Ile-de-France quittent ce territoire parce qu'il est trop cher, qu'ils ont du mal à se loger, ou pour d'autres raisons encore, et se tournent vers des villes où la vie, et notamment le logement, sont moins coûteux. Cette tendance est naturelle, spontanée.

Là où il y a rumeur, c'est sur le côté organisé de la chose. On a dit que je faisais venir des trains remplis de Séquano-Dionysiens. Que je les faisais venir pour remplir les logements vides de Châlons. Que je prenais 6 000 euros à titre personnel sur la venue de ces populations. Que la ville avait voté des délibérations en conseil municipal telles que des subventions pour ces familles, que le permis de conduire qui leur serait offert. Il y a toujours le cousin de la belle-sœur de la voisine qui a entendu dire que... Cette rumeur, infondée, est totalement protéiforme.

Les élus de droite comme de gauche sont-ils concernés?

A priori oui. La rumeur se diffuse dans toute une série de villes qui connaissent ces flux de population. Par principe, pour certains habitants, c'est l'édile en place qui organise ces flux.

Avez-vous une hypothèse quant aux foyers qui émettent cette rumeur?

Je pense que c'est de la rumeur populaire, pure et dure. De la rumeur de comptoir. Je ne crois pas qu'il y ait aucun parti politique suffisamment efficace pour propager ce type de rumeur avec

cette puissance-là. Que ce soit repris et accentué localement, c'est probable, mais il s'agit d'une pure rumeur collective.

Cette rumeur semble viser spécifiquement les personnes noires. Pourquoi?

C'est le soubassement raciste de cette rumeur. A priori, les blancs nouvellement installés, vous ne les voyez pas. Vous ne faites pas la différence. Ce qui n'est pas le cas des personnes de couleur. Si ces populations arrivent d'Ile-de-France, du «9-3», dans le centre-ville, elles sont forcément plus visibles en tant que nouveaux arrivants pour les habitants déjà sur place. Ce qui est sous-jacent malheureusement, c'est que ces personnes, dans l'imaginaire, elles font peur, elles sont forcément délinquantes, et si elles viennent du «9-3», l'image est encore pire !

Pourquoi avoir décidé de porter plainte?

Je l'ai fait plus comme un acte symbolique. Pour montrer à quel point cette rumeur est choquante sur le fond, et exaspérante en termes de conséquences politiques. Je l'ai fait à ce moment-là parce que j'ai entendu des choses plus personnelles, les attaques allaient plus loin que d'habitude. Comme le fait de m'accuser de percevoir de l'argent à titre personnel. Je ne suis pas convaincu que ma plainte aura des conséquences judiciaires lourdes. Il est très difficile de combattre une rumeur sur le plan de la loi. Mais je trouvais ça important de le faire.

Sentez-vous, à l'approche des élections municipales, une résurgence de la rumeur?

Je ne suis pas sûr qu'on sente pour l'instant l'effet des municipales. Pour les dernières élections législatives, c'est lors du dernier mois qui a précédé l'élection que la rumeur a le plus enflé. Vous allez voir que, dans les villes concernées, la rumeur va repartir de plus belle en février.

Recueilli par Laura Fernandez Rodriguez

"